



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

sages-femmes

Question écrite n° 111672

Texte de la question

M. Philippe Duron attire l'attention de Mme la secrétaire d'État auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la santé, chargée de la santé, sur le malaise grandissant des sages-femmes. Le 12 mai dernier, les étudiants sages-femmes ont manifesté aux côtés des sages-femmes professionnelles pour dénoncer l'absence d'amélioration de leurs conditions de travail et de leur formation, à l'heure où elles doivent pourtant faire face à de nouvelles délégations de compétences. Les sages-femmes occupent un rôle essentiel à tous les niveaux de la grossesse, depuis l'examen prénatal jusqu'au suivi médical de la femme enceinte, à l'accouchement et à ses suites. Des responsabilités nouvelles sont également dévolues à ces professionnels de la santé, comme la prise en charge de la contraception ou le suivi gynécologique de prévention. Cet élargissement de leur champ de compétences doit aujourd'hui être pris en compte. Les sages-femmes réclament donc une autonomie de leur formation initiale au sein de l'université, au même titre que les médecins et les dentistes, qui leur permettrait d'acquérir une meilleure reconnaissance professionnelle. Elles souhaitent également une évolution de leur statut - avec la reconnaissance de leur niveau d'étude (bac +5) - ainsi qu'une revalorisation de leur salaire et des cotations de leurs actes médicaux. Il lui demande quelles dispositions le Gouvernement compte prendre afin de répondre aux demandes légitimes des 24 000 sages-femmes qui exercent dans notre pays.

Texte de la réponse

Les sages-femmes libérales ont signé une nouvelle convention nationale le 11 octobre 2007. Cette convention a été signée entre l'Union nationale des caisses d'assurance maladie (UNCAM) et l'Organisation nationale des syndicats de sages-femmes (ONSSF) d'une part, et l'Union nationale des syndicats de sages-femmes françaises (UNSSF) d'autre part. Les grandes orientations affirmées par la convention sont : la préservation et l'amélioration de l'accès aux soins ; renforcer et développer la prévention et l'éducation sanitaire autour des femmes enceintes, des accouchées, des nouveau-nés et des nourrissons ; le développement de la coordination des soins ; la valorisation de la profession de sages-femmes au travers de la nomenclature des actes et de la formation continue conventionnelle ; la rénovation de la vie conventionnelle. Pour l'essentiel, des revalorisations substantielles prévues par ce texte sont entrées en vigueur : la consultation et la visite à 17 euros, la création de séances de suivi de grossesse à 19 euros, la revalorisation des séances de préparation à la naissance, et la création de séances de suivi postnatal à 18,55 euros. Il est également prévu un engagement de maîtrise médicalisée sur l'activité de préparation à la naissance, outre un suivi et une évaluation régulière de ces mesures dans le cadre d'un observatoire. Par ailleurs, en matière de formation, le montant de l'indemnité pour perte de ressources s'élève désormais à 15 fois la lettre clé « C » par jour et par participant à compter de 2008 (il était de 10 fois la lettre clé « C » par jour dans la précédente convention de 1999). En matière d'informatisation, les dispositions relatives à la télétransmission sont classiques et comparables à celles des autres professions. L'aide pérenne annuelle est désormais de 300 euros lorsque la part d'activité télétransmise est de 70 % de télétransmission dans cette nouvelle convention, alors qu'elle était pour le même objectif depuis 2004 de 274,40 euros. La convention fixe en outre un montant forfaitaire d'aide à la maintenance pérenne de 100 euros. L'UNCAM estime à 3,4 Meuros en année pleine le coût de l'ensemble de ces mesures, telles que

transposées et aménagées dans la convention en année pleine. Cette convention très attendue par la profession a été approuvée par arrêté du 10 décembre 2007 paru au Journal officiel du 19 décembre 2007. Des discussions conventionnelles sont en cours avec la profession sur la base des orientations votées par le conseil de l'UNCAM le 20 octobre 2009. Elles portent sur trois axes principaux : améliorer l'accompagnement de la femme en sortie d'hospitalisation, favoriser un meilleur accès à l'offre de sages-femmes sur le territoire et également poursuivre la revalorisation de la profession.

Données clés

Auteur : [M. Philippe Duron](#)

Circonscription : Calvados (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 111672

Rubrique : Professions de santé

Ministère interrogé : Santé

Ministère attributaire : Santé

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 21 juin 2011, page 6471

Réponse publiée le : 16 août 2011, page 8889